



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 1**

de la décision de la Commission modifiant la décision C(2016)7177 du 11.11.2016 relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

**Document d'action concernant le «Contrat de réforme sectorielle en appui au secteur de «Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable au Niger» (CRS SANAD)»**

1. Le point 5 «Montants concernés» du tableau en première page est modifié comme suit:

<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 227 750 000 EUR Contribution totale du FED: 197 750 000 EUR Montant total de la réserve du FED pour la réponse <i>PRO-Résilience</i> en particulier pour l'année 2016 ( <i>Addressing the global impact of "El Niño" and other contexts on food security</i> ) : 30 000 000 EUR dont <ul style="list-style-type: none"><li>– 215 750 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et</li><li>– 12 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.</li></ul>
------------------------------	---

**RESUME:**

*Cette partie demeure inchangée.*

**LISTES DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS:**

*Cette partie demeure inchangée.*

**1 CONTEXTE**

*Cette partie demeure inchangée.*

**2 RISQUES ET HYPOTHESES**

*Cette partie demeure inchangée.*

**3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES**

*Cette partie demeure inchangée.*

## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectif / résultats**

2. *Le dernier paragraphe est modifié comme suit:*

«La modalité de mise en œuvre envisagée pour le présent appui est un Contrat de réforme sectorielle (CRS) assorti d'un appui complémentaire en gestion directe. Son coût total est de 227 750 000 EUR et sa durée opérationnelle de 60 mois (2016 – 2021). Il est envisagé un appui budgétaire de 215 750 000 EUR et un appui complémentaire de 12 000 000 EUR.»

### **4.2 Principales activités**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **4.3 Logique d'intervention**

*Cette partie demeure inchangée.*

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

3. *Ce point est modifié comme suit:*

«La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés.»

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire:**

#### **5.3.1 Motivation des montants affectés à l'appui budgétaire**

4. *Ce point est modifié comme suit:*

«Le montant alloué est de 215 750 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 12 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.»

#### **5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire**

5. *Ce point est modifié comme suit:*

«Le montant de 215 750 000 EUR repose sur une répartition de 40 000 000 EUR en 2016, de 38 000 000 EUR en 2017, de 49 000 000 EUR en 2018, de 46 750 000 EUR en 2019, et de 42 000 000 EUR en 2020, équivalent en moyenne à 13,3 % du budget annuel (externe et interne) des ministères de l'I3N (agriculture, élevage, environnement, hydraulique et assainissement: 324 000 000 EUR soit 213 milliards FCFA):»

*Les parties a) et b) restent inchangées.*

### 5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire:

6. Le tableau est remplacé par le tableau suivant:

Calendrier indicatif de décaissement (M EUR)	2016	2017	2018	2019	2020	Total (EUR)
Tranche fixe en montant	30	25	20	15	15	116
Tranche variable en montant	10	13	29	31,75	27	99,75
<b>Total montant</b>	<b>40</b>	<b>38</b>	<b>49</b>	<b>46,75</b>	<b>42</b>	<b>215,75</b>

### 5.4 Modalités de mise en œuvre de l'appui complémentaire

Cette partie demeure inchangée.

### 5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Cette partie demeure inchangée.

### 5.6 Budget indicatif

7. Le tableau est remplacé par le tableau suivant:

	Contribution de l'UE (EUR)
5.3 - Appui budgétaire - Contrat de réforme sectorielle	215 750 000
5.4.1 – Passation de marchés en gestion directe pour la prestation d'assistance technique, d'appui institutionnel et de renforcement des capacités	10 000 000
5.4.1 – Passation de marchés en gestion directe pour acquisition de fournitures	1 000 000
5.9 – Évaluation (gestion directe)	350 000
5.10 – Audit (gestion directe)	350 000
5.11 – Communication et visibilité (gestion directe)	300 000
<b>Totaux</b>	<b>227 750 000</b>

### 5.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Cette partie demeure inchangée.

### 5.7 Suivi des résultats et rapports

Cette partie demeure inchangée.

## **5.8 Évaluation**

*Cette partie demeure inchangée.*

## **5.9 Audit**

*Cette partie demeure inchangée.*

## **5.10 Communication et visibilité**

*Cette partie demeure inchangée.*

## **6 APPENDICE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT**

*Cette partie demeure inchangée.*